

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCY VOIL VAUCOULEURS
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 30 avril 2026

Envoyé en préfecture le 12/05/2026

Reçu en préfecture le 13/05/2026

Publié le

ID : 055-200066157-20260430-33_2026-DE

Objet : Création et composition Comité Social Territorial

L'an deux mille vingt-six, le trente avril, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-quatre avril deux mille vingt-six, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à COMMERCY.

Etaient présents :

Boncourt-sur-Meuse : GIRON Sylvie *suppléante de LARDÉ Philippe* ; **Bovée-sur-Barboure** : CHION Sébastien *suppléant de PIERSON Jérôme* ; **Boviolles** : SAMSON Fabrice ; **Brixy-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Loïc ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BALAINE Jean-Pierre, BOURGEOIS Samuel, CUPCIC Théo, ENCINAS Sébastien, FRANCHOT Christelle, GARELLI Déborah, GENART Angélique, MOALA Wendy, RAUCOURT Sarah, VIERRE Christelle, ZAZZA Ismaël ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Erneville-Aux-Bois** : MANUELLI Mickaël ; **Euville** : FERIOLI Alain, GAUDINEAU Brigitte, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : AGULLO Anthony ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : BOUILLAGUET Catherine, HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DELBAERES Charles-Louis ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : BOUCHOT Brice ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : SILVAIN Jean-François ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : THUAL Sabrina ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : BIGEREL Elise ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sepvigny** : DOMICILLE Ludovic ; **Sorcy-Saint-Martin** : DIE Coralie, MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : RIMET Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : BUDA Éric ; **Vadonville** : EVOTTE Jean ; **Vaucouleurs** : COCHENER Alexis, DINE Régis, FAVE Nathalie, GEOFFROY Alain, HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : LECLERC Madeleine, SCHEUER Lucien ; **Void-Vacon** : CONRARD Jérôme, RIVAL Elise, THONIN Aline ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents :

Boncourt-sur-Meuse : LARDÉ Philippe ; **Bovée-sur-Barboure** : PIERSON Jérôme ; **Broussey en Blois** : PIERSON Thomas ; **Commercy** : LUDMANN Anne, ROCHAT Philippe ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Euville** : FLEURY Isabelle ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Naives-En-Blois** : FOURNIER Sandrine ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : MESOT Martine ; **Pagny-sur-Meuse** : TE DUNNE Christophe ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Vignot** : MILLOT Nicolas ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void Vacon** : HONORE Samuel

Pouvoirs ont été donnés à :

SOLTANI Denis de FLEURY Isabelle, FERIOLI Alain de MOUSTY Michel, MASSON Sophie de FOURNIER Sandrine, LECLERC Madelaine de MILLOT Nicolas, CAUMIREY Dominique de MESOT Martine, CONRARD Jérôme de HONORE Samuel ; THUAL Sabrina de TE DUNNE Christophe, COCHENER Alexis de POIRSON Eliane, HOCQUART Clothilde de LOUIS Séverine ; FAVE Nathalie de NAJOTTE Sylvie.

Secrétaire de séance : GIRON Sylvie

Nombre de membres en exercice : 82

Nombre de membres présents : 67

Nombre de pouvoirs : 10

Nombre de suffrages exprimés : 77

VOTES : Pour : 77- Contre : 0 - Abstention : 0

Monsieur le Président indique aux membres de l'organe délibérant que conformément à l'article L. 251-5 du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et établissements publics employant au moins 50 agents sont dotés d'un comité social territorial.

Les élections professionnelles en vue du renouvellement des représentants du personnel aux différentes instances consultatives (Commissions Administratives Paritaires (CAP) ; Commissions Consultatives Paritaires (CCP) ; Comités Sociaux Territoriaux (CST), se dérouleront le 10 décembre 2026.

L'article R252-36 du code général de la fonction publique (CGFP) prévoit que : "Au moins six mois avant la date du scrutin, l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement mentionnés à l'article L. 4 auprès duquel est placé le comité social et le comité social de services ou groupes de services de cinquante agents au moins détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées dans ces instances ou, à défaut, des syndicats ou sections syndicales qui se sont faits connaître.

Le comité social territorial est composé :

- D'un collège des représentants du personnel, élus au scrutin de liste à un tour pour quatre ans par les agents de l'établissement public territorial lors des élections professionnelles ;
- D'un collège de représentants de l'établissement public territorial désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant et/ou les agents de l'établissement public territorial ;

Les membres suppléants des comités sociaux territoriaux sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

Les représentants des collectivités et établissements publics ne peuvent pas être plus nombreux que les représentants des personnels au sein du comité social territorial.

Le nombre des membres titulaires est fixé par l'organe délibérant de la collectivité, après consultation des organisations syndicales. Il est compris entre 3 et 15 membres titulaires en fonction de l'effectif des agents relevant du CST.

Au 1^{er} janvier 2026, les effectifs de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles R211-29 et suivants du CGFP est de : 175 agents : 156 femmes et 19 hommes soit 89,14 % de femmes et de 10,86 % d'hommes

Soit un nombre de membres compris par collège entre 3 et 5.

En application des dispositions du code général de la fonction publique, la délibération de création du CST peut prévoir le recueil par le comité social de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles cette instance émet un avis ;

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 251-5 et L. 251-6 ;

VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment l'article 4 ;

VU l'arrêté du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;

VU la consultation des organisations syndicales en date du 14 avril 2026 ;

Envoyé en préfecture le 12/05/2026

Reçu en préfecture le 13/05/2026

Publié le

ID : 055-200066157-20260430-33-2026-DE

CONSIDERANT les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels et vacataires de la collectivité au 1er janvier 2026 inférieurs à 200 agents ;

DÉCIDE d'instituer un Comité Social Territorial pour le nouveau mandat ;

FIXE à 5 le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST local. Les membres suppléants sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

DECIDE d'établir un paritarisme numérique en fixant à 5 le nombre de représentants titulaires de la collectivité au sein du CST local. Les membres suppléants sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

D'AUTORISER le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur l'ensemble des questions sur lesquelles le comité social territorial se prononce. Le quorum des élus n'est pas requis en cas de nouvelle convocation suite à avis défavorable des représentants du personnel d'une question faisant l'objet d'un examen ou de nouvelle réunion suite à absence de quorum.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 24/04/2026

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.